Critique Sociale

Bulletin d'informations et d'analyses pour la conquête de la démocratie et de l'égalité

numéro 9 - février 2010

Actualité :
Déni dans la crise, p. 1
Après les élections au Chili, p. 3

Histoire / théorie :
Notes d'interventions de Marx, septembre 1871, p. 6
Wolfgang Leonhard à propos de Marx et Engels, p. 9

Déni dans la crise

Parmi les dégâts humains provoqués par la crise du capitalisme, il y a ce bilan tragique : plus d'un milliard d'êtres humains sont aujourd'hui sous-alimentés, un chiffre en augmentation du fait de cette crise[1]. Cela n'empêche pas certains de pavoiser en affirmant que la crise serait finie, ou que le pire serait passé, etc. D'ailleurs c'est exact pour une petite minorité privilégiée, qui a repris les « affaires » comme avant – grâce notamment à l'aide sans contrepartie des trésors publics.
Cette attitude traduit un déni des répercussions sociales de la crise qui non seulement persistent, mais même continuent à s'aggraver. Or l'essentiel est bel et bien là, dans l'impact effectif de la crise sur l'existence vécue des êtres humains.

Il n'y a d'ailleurs pas que le déni de certaines des *conséquences* de la crise, mais aussi le déni des *causes* mêmes de cette crise. Cela consiste par exemple à prétendre que seul serait en cause le marché immobilier aux Etats-Unis, ou la politique de la Banque centrale américaine (FED) en matière de taux d'intérêt. Sarkozy, entre autres, a naturellement fait le coup, en parlant d'une « crise venue des Etats-Unis ». On escamote ainsi l'origine systémique de la crise, on évacue la responsabilité du mode de production capitaliste, on prétend que les problèmes viennent de l'étranger, et le tour est joué. Cette attitude est caractéristique de ceux qui ne veulent pas d'un débat de fond, les antagonismes entre classes sociales – particulièrement révélés par la situation de crise – doivent pour eux rester dans l'impensé du débat public. Plutôt que de devoir prendre en compte le constat de l'existence au sein du système capitaliste mondial de groupes sociaux ayant des intérêts opposés, ils jouent la diversion avec le discours fallacieux sur « la crise venue de l'étranger »...
Sarkozy ajoute également le déni du fait que les paradis fiscaux existent toujours – et, pour ne prendre que cet exemple, du fait que les banques françaises y ont toujours des filiales.
Toutes ces réactions de déni couvrent le mot d'ordre : « il faut sauver le soldat capitalisme » – quitte à mentir, visiblement. Car tous ces dénis des causes de la crise reviendraient à dire que ce n'est pas la

[1] Observatoire des inégalités, 14 novembre 2009 : www.inegalites.fr/spip.php?article111 . Le chiffre précis est de 1.017.000.000 personnes sous-alimentées dans le monde, selon la FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture).

voiture qui nous fait avancer, ni même son moteur, mais uniquement le fait qu'on ait actionné la clé dans le contact. Le déclic n'est pas responsable de tout : c'est aussi et surtout le système ainsi enclenché, lequel a – entre autres – créé des dizaines de millions de nouveaux chômeurs partout dans le monde.

Dans l'Union Européenne, on est passé de 16 millions de chômeurs déclarés début 2008, à 23 millions deux ans plus tard[2]. Aux Etats-Unis, le taux de chômage a plus que doublé entre 2007 et fin 2009, passant de 4,6 % à 10 %[3]. Dans le monde, le nombre de chômeurs a atteint « *212 millions en 2009, en raison d'une hausse sans précédent de 34 millions par rapport à 2007* »[4].
Le chômage ne pourra jamais être durablement éradiqué sous une économie capitaliste. Néanmoins il n'y a pas de fatalité à ce qu'il soit très élevé, y compris en période de crise – même actuellement de rares Etats comme la Norvège maintiennent un taux de chômage assez bas. Un exemple de mesure transitoire ayant un effet réel mais limité, car restant dans le cadre du capitalisme, serait une réduction importante du temps de travail, avec embauches en proportion, sans blocage des salaires ni « flexibilité » (qui s'exerce au bénéfice du patronat et au détriment de l'emploi). Mais tout en réduisant le chômage, cette mesure s'opposerait aux intérêts immédiats de la classe capitaliste ; elle n'est donc pas appliquée malgré un chômage endémique en forte hausse.
Il n'y a pas de fatalité, non plus, au fait de laisser sans ressources de nombreux chômeurs en fin de droits, alors que le problème est parfaitement connu[5] : il s'agit d'un choix politique. De même concernant la doctrine de la droite du « non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux », qui est appliquée au mépris des besoins réels de services publics, et qui fait de l'Etat le premier destructeur d'emplois en france. Il est clair que Sarkozy mène une politique de conservation et d'aggravation des inégalités sociales.

Dans un autre domaine, on voit le déni s'exercer d'une autre façon : l'écologie. Le discours dominant nous dit que les gouvernements, voire les entreprises, agissent pour sauvegarder l'environnement. En réalité on est loin du compte, le discours médiatique ne s'accompagnant que de quelques mesures symboliques sans rapport avec les enjeux.
Plus largement, limiter les problèmes écologiques au seul réchauffement climatique, cela permet d'évacuer des sujets essentiels : le nécessaire remplacement du mode de production destructeur qu'est le capitalisme, le danger nucléaire, la quantité d'énergie consommée et gaspillée (et pas seulement son origine), etc.
On a beaucoup parlé de l'échec de la conférence sur le climat tenue à Copenhague en décembre 2009. C'est en effet un échec du point de vue qui est le notre. Mais du point de vue de la réalisation du maximum de profits à court terme pour une minorité de capitalistes, la conclusion de cette conférence ne serait-elle pas plutôt une victoire ? Une écologie politique qui se voile la face sur l'importance fondamentale du mode de production capitaliste, sur la limitation des politiques publiques possibles dans le cadre de ce mode de production, se condamne tôt ou tard à l'inefficacité.
Sur ce sujet aussi, tout dépend de quelle classe sociale on examine les intérêts – le déni observé ici consistant à faire comme si ces différentes classes sociales n'existaient pas, et donc comme si leurs intérêts antagonistes n'existaient pas non plus. En pratique, cette conclusion de Copenhague a été un déni de la possibilité d'agir au niveau mondial pour enrayer la crise écologique. Mais cette conclusion est soutenue par un autre déni, au niveau de l'analyse : le déni de l'existence d'intérêts sociaux divergents, en tout cas à court et moyen termes.

Au niveau mondial on observe actuellement plutôt un repli, la recherche (inconsciente ou non) de boucs-émissaires. En période de crise grave, s'il n'y pas de lutte offensive et unitaire des salariés unis

[2] Chiffres d'Eurostat : epp.eurostat.ec.europa.eu .
[3] Taux de chômage harmonisés de l'OCDE, communiqué du 11 janvier 2010.
[4] « Le chômage a atteint un niveau record en 2009 », communiqué du Bureau International du Travail, 26 janvier 2010.
[5] « Un million de chômeurs en fin de droits en 2010 », *Le Monde*, supplément économie, 19 janvier 2010. Voir aussi le communiqué de la FSU du 11 janvier 2010 : www.fsu.fr/spip.php?article2011 .

en tant que classe, le défaite « sans combat » conduit au repli. On en voit malheureusement des manifestations diverses, comme la xénophobie, le détournement de l'attention des questions sociales vers des débats artificiels et réactionnaires, etc.
La colère est détournée pour qu'elle se dirige non contre les causes des problèmes, mais contre des victimes de ces problèmes. C'est diviser les victimes pour mieux régner. Au contraire de cette logique néfaste pour l'immense majorité (mais utile pour la classe privilégiée), il ne pourra y avoir de solution réelle que par l'unité mondiale pour en finir avec le mode de production capitaliste et le règne du système du travail contraint.

* * *

Après les élections au Chili

Le 17 janvier 2010 Sebastian Piñera a remporté l'élection présidentielle au Chili, avec 51,6 % des suffrages exprimés contre 48,4 % pour Eduardo Frei. Piñera représentait la coalition de droite, Frei représentant la démocratie-chrétienne (centriste) et la Concertation des partis pour la démocratie, coalition de centre-gauche au pouvoir depuis 20 ans qui rassemble le Parti socialiste, les démocrates-chrétiens, et deux petits partis de centre-gauche.

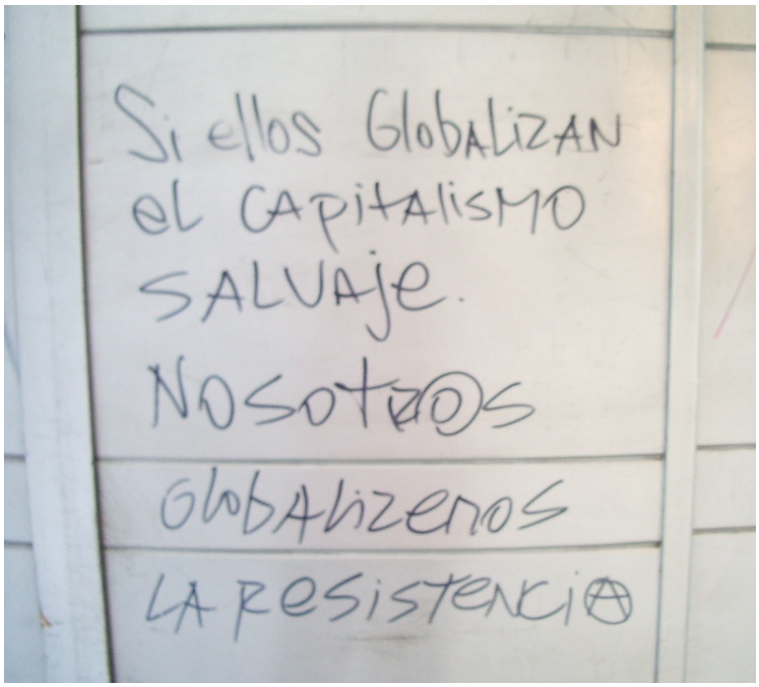
La présidente sortante Michelle Bachelet, du Parti socialiste et de la Concertation pour la démocratie, ne pouvait pas se représenter : la constitution chilienne empêche deux mandats présidentiels successifs. Avec une popularité record, Bachelet est actuellement perçue comme devant être à nouveau présidente lors de la prochaine élection, en 2014. Le PS chilien a ainsi voulu laisser la présidence à ses partenaires démocrates-chrétiens entre deux mandats de Bachelet. Signe du conservatisme des démocrates-chrétiens, le candidat choisi pour la Concertation a ainsi été Eduardo Frei, qui a été président dans les années 90 sans laisser un bon souvenir, et semble être la caricature du manque de renouvellement au sein de la coalition au pouvoir. En bref, tout s'est passé comme si la Concertation, ne pouvant présenter sa présidente sortante, avait tout fait pour perdre cette élection présidentielle.

L'homme d'affaires – c'est-à-dire le spéculateur – Sebastian Piñera, surnommé le « Berlusconi chilien », sera donc président du Chili de mars 2010 à mars 2014. Il a profité pendant la période de la dictature militaire de Pinochet (1973-1990) de la surexploitation des travailleurs permise par la politique de la dictature, pour s'enrichir jusqu'à devenir l'un des hommes les plus riches du pays. Il est aujourd'hui milliardaire, et se présente comme de centre-droit tout en intégrant dans sa coalition l'UDI, le parti « héritier » de la dictature d'extrême-droite dirigée par Augusto Pinochet.

Le troisième candidat du premier tour, Marco Enriquez, est un député dissident du Parti socialiste, jeune par rapport aux autres candidats (il a 36 ans alors que les 3 autres candidats ont tous plus de 60 ans). Son père est l'un des milliers de morts de la dictature[6], mais son programme ne présentait pas de grands changements, si ce n'est dans l'apparence médiatique. Il a obtenu 20,1 % des voix au premier tour.
Le dernier candidat, Jorge Arrate, autre dissident socialiste, a obtenu 6,2 % des voix, puis a appelé à voter pour Frei au second tour, en échange de la promesse de ce dernier d'élaborer s'il était élu une nouvelle constitution plus démocratique.

[6] C'est également le cas du père de Michelle Bachelet ; mais Alberto Bachelet était un officier fidèle au président élu Allende, alors que Miguel Enriquez était le dirigeant d'un groupe « révolutionnaire » (le MIR).

Ces deux candidatures dissidentes sont un signe supplémentaire du fait que la Concertation pour la démocratie est essoufflée. Constituée en 1988 pendant la dictature Pinochet par la plupart des partis opposants, elle avait un sens à cette époque pour mettre fin à ce régime, et elle a effectivement gouverné le Chili depuis la fin de la dictature en 1990.
Mais depuis, la structure sociale du Chili n'a que peu évolué fondamentalement. Après le coup d'Etat du 11 septembre 1973 qui avait violemment mis fin au gouvernement de Salvador Allende, les 17 années de dictature Pinochet avaient fait du Chili l'un des pays les plus inégalitaires au monde, avec un taux de pauvreté dramatique. Depuis 20 ans, la Concertation a certes considérablement réduit la pauvreté, mais les inégalités restent très importantes. Sur ce point comme sur d'autres, les plaies héritées de la dictature ne sont pas encore toutes refermées.
Le gouvernement Bachelet n'a pas apporté de réponse réellement satisfaisante aux grèves étudiantes pour la démocratisation et l'amélioration du système éducatif, et a continué la répression contre la minorité mapuche. Si Michelle Bachelet redevient présidente en 2014, si c'est à nouveau dans le cadre inchangé de la Concertation, comment pourrait-elle accomplir alors ce qu'elle n'a pas pu faire au cours de son mandat 2006-2010 ? Citons par exemple la non-obtention du droit à l'avortement, qui a été repoussé au parlement, y compris par des députés de la Concertation. Le problème est donc dans la nature même de cette coalition sclérosée et conservatrice.
Il y a eu un exemple similaire en france avec le Front populaire en 1936 : la présence des centristes dans cette coalition avait empêché les socialistes de la SFIO de faire voter une mesure aussi élémentaire que le droit de vote des femmes. Socialement, les principales avancées du Front populaire n'étaient pas dans son programme, mais ont été obtenues sous la pression de l'action spontanée des travailleurs, qui avaient déclenché une grève générale dans la durée (qui a abouti entre autres à l'obtention des premiers congés payés en france).
C'est bien de là que peuvent venir des avancées concrètes, au Chili comme partout : de fortes mobilisations massives auto-organisées démocratiquement, et ambitieuses tant sur les revendications que sur les moyens d'actions.



Slogan inscrit sur un mur de Santiago du Chili

Le président élu Piñera est encore plus conservateur que la Concertation, et sa politique ne peut que faire empirer la situation des travailleurs. Parmi les mesures prévues à partir de sa prise de fonction en mars 2010, on compte le fait de faciliter les licenciements, de nouvelles privatisations, voire une

offensive contre le salaire minimum[7]. Il y a également un risque concernant les procédures judiciaires visant les tortionnaires de la dictature. Cette question des poursuites contre les criminels pinochetistes reste actuelle : par exemple, on a appris en 2009 qu'un des responsables de l'assassinat du chanteur Victor Jara en 1973 n'avait jamais été inquiété, et vivait tranquillement comme chef d'entreprise dans un quartier chic de Santiago[8]...
Piñera a fait au cours de la campagne du second tour une spectaculaire volte-face concernant les anciens cadres de la dictature. Début janvier, il avait affirmé qu'il n'y aurait pas d'anciens cadres de la dictature dans son gouvernement, ajoutant sur le ton de l'évidence : « *mon gouvernement sera un gouvernement d'avenir* ». Quelques jours plus tard, virage à 180 degrés : même d'anciens ministres de Pinochet pourraient en fait intégrer son gouvernement, tant qu'ils n'ont pas personnellement commis de crimes ; et comme les cadres politiques d'une dictature torturent rarement eux-mêmes...

Néanmoins ces élections n'ont pas montré de vote d'adhésion, mais un vote par rejet. La courte victoire de Piñera est un résultat de l'usure des 20 ans de pouvoir de la Concertation. Le vote est théoriquement obligatoire au Chili, mais on voit se développer largement l'abstention, les votes blancs ou nuls, et surtout la non-inscription sur les listes électorales. Sur près de 17 millions d'habitants, dont au moins 12 millions susceptibles de voter, seuls 8 millions sont effectivement inscrits, et Piñera n'a recueilli au second tour que 3,5 millions de votes (soit seulement 200.000 votes d'avance sur Frei). De plus les élections législatives qui se sont déroulées en décembre 2009, en même temps que le premier tour des présidentielles, ont vu une légère avance en voix de la coalition de centre-gauche avec 2,9 millions de voix, contre 2,8 millions de voix pour la droite. Même si le mode de scrutin fait que le centre-gauche a obtenu un député de moins que la droite, cette dernière ne dispose pas d'une majorité, ni à l'Assemblée, ni au sénat. De plus ce résultat en voix est le signe du peu d'adhésion pour le programme de Piñera. Eduardo Frei n'a pas non plus obtenu 48,4 % pour lui-même, en réalité une partie très importante des suffrages qui se sont portés sur lui était un vote par dépit, pour empêcher la droite de gagner l'élection.
La question de l'existence de la Concertation des partis pour la démocratie est posée. Elle pourrait se résoudre du fait de la nécessité pour Piñera d'avoir une majorité : s'il réussit à rallier tout ou partie des démocrates-chrétiens, ce serait sans doute la fin de la Concertation – reste à savoir si les partenaires ultra-conservateurs de Piñera accepteraient cette ouverture vers le centre. De l'autre côté, le PS désormais dans l'opposition s'affirme « ouvert » à ses dissidents – Enriquez et Arrate ont totalisé plus de 26 % au premier tour de la présidentielle. Il est possible qu'une nouvelle coalition se constitue à gauche, en intégrant des courants et petits partis plus récents, dont les écologistes et la gauche plus radicale.

Quoi qu'il en soit, le résultat de cette élection laisse prévoir de nouvelles attaques sociales contre les classes populaires du Chili. La mémoire des victimes de la dictature est également compromise, il est à craindre que certains de leurs assassins et bourreaux puissent, de même que Pinochet, ne pas être jugés et condamnés. Cette impunité serait non seulement un déni de justice, mais aussi un grave frein à l'achèvement de la transition démocratique au Chili.

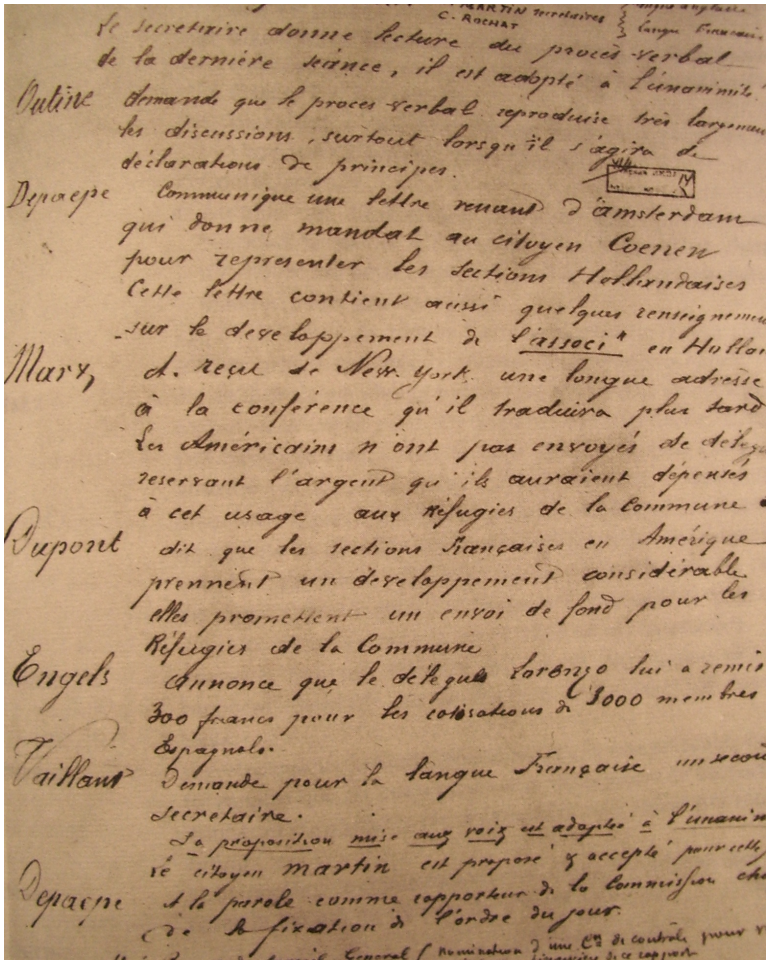
Des ripostes importantes seront indispensables de la part des travailleurs, des jeunes, des femmes, pour empêcher les régressions, et aller de l'avant en obtenant enfin certains droits sociaux de base. Il y a un fort besoin de renouvellement, qui s'est exprimé en partie au travers des 20 % de vote pour Miguel Enriquez. Mais il serait illusoire d'attendre un réel renouvellement « d'en haut », que ce soit de Enriquez ou de n'importe quel autre individu. Ce qui est nécessaire, ce qui peut apporter une démocratie vivante et réelle, c'est l'action autonome et unitaire des travailleurs, des chômeurs, des précaires et des jeunes, contre le système économique et politique lui-même.

[7] L'*Ingreso Minimo Mensual*, équivalent du SMIC, n'est déjà que de 165.000 pesos brut par mois, soit environ 230 euros !
[8] Claire Martin, « L'assassinat de Victor Jara exhumé », *Libération* n° 8.725, 29 mai 2009, p. 10.

Notes d'interventions de Marx, septembre 1871

En septembre 1871 s'était tenue à Londres une conférence de délégués de l'Association Internationale des Travailleurs. On trouve parfois cité un passage d'une intervention de Karl Marx lors de cette conférence, où il se prononce contre le principe des sociétés secrètes. Ce passage avait été traduit en allemand dans le tome 17 des *Werke*, et parfois retraduit de l'allemand, alors même que l'original du procès-verbal des débats est en français. Voici l'extrait en question, mais dans l'original : « *ce genre d'organisation est contraire au développement du mouvement prolétaire parce qu'au lieu d'instruire les ouvriers ces sociétés les soumettent à des lois autoritaires et mystiques qui gênent leur indépendance et faussent leur raison.* »[9] Ce qui est intéressant ici, c'est non seulement l'opposition aux sociétés secrètes, mais les arguments utilisés par Marx – qui vont à l'encontre de quelques mythes le concernant.

Nous avons voulu replacer cette déclaration dans son contexte. Le texte original complet, intégralement en français, des notes prises lors de cette conférence est publié d'après les comptes-rendus manuscrits dans *Marx-Engels-Gesamtausgabe* (MEGA), tome I/22 : « Procès-verbaux de la Conférence des délégués de l'Association Internationale des Travailleurs réunie à Londres du 17 au 23 septembre 1871 ».


MARTIN secrétaires
C. ROCHAT
Le secrétaire donne lecture du procès-verbal de la dernière séance, il est adopté à l'unanimité.
Outine demande que le procès verbal reproduise très largement les discussions, surtout lorsqu'il s'agira de déclarations de principes.
Depaepe Communique une lettre venant d'Amsterdam qui donne mandat au citoyen Coenen pour représenter les sections Hollandaises. Cette lettre contient aussi quelques renseignements sur le développement de l'associ^n en Hollande.
Marx, A reçu de New-York une longue adresse à la conférence qu'il traduira plus tard. Les Américains n'ont pas envoyés de délégués reservant l'argent qu'ils auraient dépensés à cet usage aux réfugiés de la Commune.
Dupont dit que les sections Françaises en Amérique prennent un développement considérable elles promettent un envoi de fond pour les Réfugiés de la Commune.
Engels Annonce que le délégué Lorenzo lui a remis 300 francs pour les cotisations de 3000 membres Espagnols.
Vaillant Demande pour la langue Française un secrétaire.
La proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité.
Le citoyen Martin est proposé & accepté pour cette
Depaepe A la parole comme rapporteur de la Commission chargée de la fixation de l'ordre du jour.

Extrait du compte-rendu de la séance du 18 septembre 1871

[9] Séance du 22 septembre, *Marx-Engels-Gesamtausgabe* (*MEGA*), tome I/22, Dietz Verlag Berlin, 1978, p. 737.
Nous avons précédemment publié : « Entretien de Karl Marx avec J. Hamann » (*Critique Sociale* n° 1, octobre 2008 – teste intégral) ; « Les manuscrits de Marx sur la Commune de 1871 » (*Critique Sociale* n° 3, décembre 2008 – extraits commentés) ; et « *Herr Vogt*, de Karl Marx » (*Critique Sociale* n° 6, mars 2009 – extraits commentés et annotés).

Organisée quelques mois seulement après l'écrasement de la Commune de Paris, la conférence avait pour Marx notamment pour but d'« élaborer une réponse aux divers gouvernements qui ne cessent de travailler à la destruction de l'association par tous les moyens à leur disposition. »[10] L'interrogation à laquelle l'Association Internationale des Travailleurs était confrontée était la suivante : que faire face à la répression meurtrière menée par les gouvernements contre le mouvement ouvrier, et contre l'AIT en particulier ?

Cette préoccupation se lit dans une résolution proposée le 20 septembre par Edouard Vaillant, et soutenue par Charles Longuet et Constant Martin[11] :
« En présence d'une réaction sans frein momentanément victorieuse qui étouffe par la force toute revendication de la démocratie Socialiste et prétend maintenir par la force la distinction des classes, la Conférence rappelle aux membres de l'association Internationale que la question politique et la question sociale sont indissolublement unies ; qu'elles ne sont que la double face d'une seule et même question que l'Internationale s'est proposée de résoudre : l'abolition des classes.
Les travailleurs doivent reconnaître, non moins que la solidarité économique, la solidarité politique qui les unit et coaliser leurs forces non moins sur le terrain politique que sur le terrain économique pour le triomphe définitif de leur Cause. »[12]

Dans une intervention, Friedrich Engels déclare : « Les libertés politiques, les droits de réunion et d'association et la liberté de la presse, voilà nos armes, et nous devrions croiser les bras et nous abstenir si l'on veut nous les ôter ? »[13]

Le contexte appelle donc l'adoption par la conférence d'une « Résolution générale relative aux pays où l'organisation régulière de l'Internationale est entravée par les gouvernements », que Marx propose le 22 septembre :
« Marx - donne la lecture de la proposition suivante : *"Dans les pays où l'organisation régulière de l'Association Internationale est momentanément devenue impraticable en conséquence de l'intervention gouvernementale, l'Association et ses groupes locaux pourront se reconstituer sous diverses dénominations mais toute société secrète proprement dite est formellement prohibée."*
Par organisation secrète on n'entend pas parler de Sociétés secrètes proprement dites, qu'au contraire, il faut combattre. En France et en Italie où la situation politique est telle que le droit de réunion est un délit, les hommes auront des tendances très fortes à se laisser entraîner dans ces sociétés secrètes dont le résultat est toujours négatif. Du reste ce genre d'organisation est contraire au développement du mouvement prolétaire parce qu'au lieu d'instruire les ouvriers ces sociétés les soumettent à des lois autoritaires et mystiques qui gênent leur indépendance et faussent leur raison.
Il demande l'adoption de la proposition.
Vote : adoptée à l'unanimité. »[14]

[10] Séance du 17 septembre, *MEGA* I/22, p. 645.
[11] Tous trois étaient des militants de l'AIT ayant participé activement à la Commune de Paris. Un autre militant de l'AIT ayant participé à la Commune, Albert Theisz, également présent à la conférence, fait dans le débat cette remarque : « la proposition Vaillant […] ne devrait pas dire que la question politique et la question sociale *sont indissolublement unies et qu'elles ne sont que la double face d'une seule et même question*, ce qui n'est pas juste, la question politique cessant d'exister le jour où le but, l'abolition des classes aura été atteint. » (p. 699).
[12] *MEGA* I/22, pp. 682-683. Egalement p. 695 (avec une ponctuation légèrement différente).
[13] « Sur l'action politique de la classe ouvrière. Note manuscrite du discours prononcé à la séance du 21 septembre 1871 de la Conférence de Londres », *MEGA* I/22, p. 308. Engels rappelle dans la même intervention l'objectif de l'AIT d'abolition des classes sociales.
[14] Séance du 22 septembre 1871, *MEGA* I/22, p. 737. La résolution est adoptée par tous les délégués avec voix délibérative présents à cette séance, à savoir : Outine, Perret, Verrycken, Fluse, De Paepe, Steens, Coenen, Herman, Marx, Engels, Bastelica, Frankel, Serraillier, Lorenzo, Eccarius, Vaillant (on voit donc que de nombreux communards sont présents). La résolution est publiée en octobre par l'AIT dans *Résolutions des délégués de la conférence de l'Association Internationale des Travailleurs* (Imprimerie Internationale, Londres, 1871), avec une formulation légèrement différente : « Dans les pays où l'organisation régulière de l'Association Internationale des Travailleurs est momentanément devenue impraticable, par suite de l'intervention gouvernementale, l'Association et ses groupes locaux pourront se reconstituer sous diverses dénominations, mais toute constitution de section internationale sous forme de

Citons également une autre intervention de Marx, à propos cette fois de la situation de l'AIT en Allemagne et en Grande-Bretagne :
« Marx - Vous savez qu'en Allemagne l'organisation de l'Association ne peut exister sous son propre nom, les lois ne permettant pas à aucune société locale de s'affilier à une société étrangère, mais l'association existe cependant et a acquis dans ce pays un immense développement sous le nom de parti démocratique socialiste dont l'adhésion à l'association est déjà ancienne. Mais une seconde adhésion a été faite avec éclat au congrès de Dresde. Il n'y a donc pas à proposer pour ce pays aucune mesure ni déclaration analogues à celles votées pour les contrées où l'association est persécutée.
S'il a dit du mal des étudiants Allemands, il n'a rien à dire contre les ouvriers ; pendant la dernière guerre qui était devenue entre les classes un sujet de lutte, l'attitude des ouvriers Allemands a été au delà de tout éloge, du reste, le *parti Démocratique Socialiste* sentait bien que cette guerre avait été entreprise par Bonaparte et Guillaume[15], pour l'étouffement des idées modernes bien plus que pour des idées de Conquête. Le Comité de Brunswick tout entier fut arrêté et conduit à une forteresse sur la frontière Russe et la plupart de ses membres sont encore aujourd'hui prisonniers sous l'accusation du crime de haute trahison. En plein Reichstag, Bebel et Liebknecht[16], les représentants de la classe ouvrière allemande, ne craignaient pas de déclarer qu'ils étaient membres de l'Association Internationale et qu'ils protestaient contre la guerre pour laquelle ils refusaient de voter aucun subside – le gouvernement n'osa pas les faire arrêter en pleine séance, et ce n'est qu'à la sortie que la police s'empara d'eux et les conduisit en prison.
Pendant la Commune les ouvriers Allemands n'ont pas cessé par les meetings et par les journaux qui leur appartiennent d'affirmer leur solidarité avec les Révolutionnaires de Paris. Et la Commune vaincue, ils ont tenu à Breslau un meeting que la police Prussienne a vainement essayé d'empêcher : dans ce meeting, et dans d'autres de différentes villes de l'Allemagne, ils ont acclamé la Commune de Paris. Enfin lors de l'entrée triomphale à Berlin de l'empereur Guillaume et de son armée c'est au cri de Vive la Commune que ces triomphateurs ont été reçus par le peuple.

En parlant de l'Angleterre, le citoyen Marx avait oublié de faire la communication suivante.
Vous n'ignorez pas qu'il a existé de tout temps entre les ouvriers anglais et les ouvriers irlandais un antagonisme très grand, dont les causes du reste sont très simples à énumérer. Cet antagonisme prenait sa source dans les différences de langue et de religion, et dans la concurrence de salaire que les ouvriers irlandais font aux ouvriers anglais. Cet antagonisme en Angleterre est la digue de la Révolution, aussi est-il exploité habilement par le gouvernement et les classes supérieures qui sont persuadés qu'aucun lien ne saurait réunir les ouvriers Anglais et Irlandais. Il est vrai que sur le terrain politique aucune union n'eut été possible ; mais il n'en est pas de même sur le terrain économique et des deux côtés se forment des sections internationales qui en cette qualité devront marcher simultanément au même but – avant peu les sections Irlandaises seront très nombreuses. »[17]

On trouve dans les notes personnelles de Constant Martin des phrases de la deuxième partie de cette intervention :
« même à Berlin au moment où le roi faisait son entrée avec ses troupes – les ouvriers ont crié – Vive la Commune – et ont insulté les soldats – Ils ont montré qu'ils sont le seul parti en Allemagne qui représente les aspirations socialistes.
En parlant de l'Angleterre – il a oublié de dire que dans la lutte des Anglais contre les Irlandais – différence de religion – longue oppression de l'Irlande – ont créé l'antagonisme des peuples – et perpétué le pouvoir des tyrans. »[18]

---

société secrète est et reste formellement interdite. » (*MEGA* I/22, p. 329).
[15] Il s'agit de Napoléon III et de Guillaume Ier, qui avaient déclenché la guerre franco-allemande de 1870.
[16] August Bebel et Wilhelm Liebknecht, militants du Sozialdemokratische Arbeiterpartei (SDAP) et de l'AIT. C'est du SDAP dont Marx parle plus haut, parti qui venait de tenir son congrès à Dresde en août 1871.
[17] *MEGA* I/22, pp. 735-736.
[18] *MEGA* I/22, p. 743.

Wolfgang Leonhard à propos de Marx et Engels

L'historien et dissident Wolfgang Leonhard[19] a publié en 1970 le livre *Die Dreispaltung des Marxismus.* Wolfgang Leonhard était alors partisan d'un « marxisme humaniste », qu'il définissait comme un courant qui « souhaite mettre à nouveau en lumière les idées originelles du marxisme, et libérer les concepts politiques marxistes des déformations et falsifications ultérieures. » Selon Leonhard ce courant se prononce pour une « société socialiste dans laquelle l'accent serait mis sur la liberté démocratique, l'autogestion sociale, et la dignité humaine », le socialisme étant « une société pluraliste, vivante, libre, se basant économiquement sur l'autogestion par les producteurs (impliquant des conseils ouvriers dans les usines), et caractérisée politiquement par des libertés démocratiques assurées et par la libre discussion entre les différents groupes. »[20].

Die Dreispaltung des Marxismus est toujours inédit en français. Nous traduisons des extraits du chapitre I, « Les objectifs politiques de Marx et Engels » :

« Un haut niveau de développement économique et technologique était considéré par Marx et Engels – et cette thèse est d'une importance particulière au vu des développements ultérieurs – non seulement comme une condition nécessaire pour une révolution sociale, mais surtout comme la condition nécessaire pour que la société sans classe sociale puisse advenir après la révolution. Ainsi, Marx et Engels déclaraient [...] qu'un haut développement des forces productives « *est une condition pratique absolument nécessaire, parce que sans lui l'indigence et la misère deviendraient générales et on verrait fatalement renaître la lutte pour le nécessaire : ce serait le retour de toute la vieille misère.* »[21] […]
Toute tentative d'accomplir une révolution sociale sans les préalables économiques (un haut niveau de développement économique) et les préalables sociaux (la classe travailleuse représentant la majorité de la population) devait, avertissait Engels, mener à une nouvelle dictature. Il est faux de considérer une « *révolution comme un coup de main d'une petite minorité révolutionnaire* », car dans un tel cas « *il s'ensuivra automatiquement que son succès devra inévitablement être suivi par la mise en place d'une dictature – non pas, il faut le remarquer, de toute la classe révolutionnaire (le prolétariat), mais du petit nombre de ceux qui ont effectué le coup de main et qui de plus sont eux-même organisés sous la dictature d'une ou de plusieurs personnes.* »[22]
Il ne peut, par conséquent, y avoir aucun doute sur le fait que Marx et Engels liaient une révolution sociale à l'existence de préalables économiques et sociaux. L'abolition des distinctions de classes ne

[19] Wolfgang Leonhard, né en 1921, est historien et essayiste. Sa mère, ancienne spartakiste ayant quitté le KPD en 1925, résiste contre le nazisme de 1933 à 1935, puis s'exile en URSS avec son fils. Elle est arrêtée à Moscou en octobre 1936 et envoyée au goulag pour dix ans. Wolfgang Leonhard suit les cours de l'Internationale communiste, puis retourne en Allemagne en 1945 et devient cadre politique dans la zone d'occupation russe. De plus en plus révulsé par le stalinisme du régime, c'est finalement en mars 1949 qu'il quitte clandestinement l'Allemagne de l'Est. Il rejoint d'abord la Yougoslavie, puis en novembre 1950 la RFA. Il soutient les dissidents du bloc stalinien, et enseigne dans différentes universités : Oxford, Columbia, Yale, Kiel, etc. Il a démonté dans plusieurs ouvrages les mensonges et falsifications du stalinisme. Son autobiographie, *Die Revolution entläßt ihre Kinder* (1955), limitée aux années 1935-1949, a été publiée en français : Wolfgang Leonhard, *Un Enfant perdu de la révolution*, France-Empire, 1983 (cette édition française est malheureusement très médiocre). Il y stigmatise par exemple le « fonctionnaire stalinien, "dur", glacé, exécutant inconditionnel de n'importe quelle directive, et qui, par sa longue appartenance à l'Appareil, avait perdu tout rapport avec quelque mouvement vivant de travailleurs, et avec l'idéal du socialisme et de la fraternité des peuples. » (p. 177).
[20] Wolfgang Leonhard, préface de 1973, *Three Faces of Marxism*, 1974, pp. XII-XIII. *Idem*, chapitre 6, p. 259. Un autre objectif des « marxistes humanistes » était « d'éliminer constamment et complètement le stalinisme du mouvement communiste mondial – tant en théorie qu'en pratique. » (p. 259).
[21] Karl Marx et Friedrich Engels, *L'Idéologie allemande*, 1845-1846 (Karl Marx, *Œuvres tome III : Philosophie,* Bibliothèque de la Pléiade, 1982, p. 1066).
[22] Friedrich Engels, « Program of the Blanquist Commune Emigrants », *Der Volksstaat* n° 73, 26 juin 1874 (*Flüchtlingsliteratur*, article II).

pourrait être atteinte de façon pérenne qu'avec les conditions d'un haut niveau de développement économique et technologique. Si ces préalables n'existent pas – et l'on ne peut s'empêcher de penser à la révolution d'octobre en Russie en 1917 – seules les privations seraient partagées ; dans ces conditions une nouvelle stratification sociale, une nouvelle couche dirigeante (ou classe dirigeante) apparaîtrait. Ce développement serait accompagné sur le plan politique par une nouvelle dictature – non pas un gouvernement de la classe travailleuse, mais celui d'un petit groupe ou même de quelques individus.
[…]

Déjà en novembre 1847, Marx écrivait : « *La victoire du prolétariat sur la bourgeoisie est en même temps la victoire contre les conflits nationaux et économiques, qui de nos jours poussent les peuples à s'affronter avec hostilité. La victoire du prolétariat sur la bourgeoisie est par conséquent en même temps le signal de la libération pour tous les peuples opprimés.* »[23] Le *Manifeste Communiste* soulignait également que « *dans la mesure où l'on supprime l'exploitation de l'homme par l'homme, on supprime l'exploitation d'une nation par une autre nation.* »[24] […]
Enfin, il y a un aspect d'une importance cruciale : la vie politique dans la société communiste basée sur l'association des producteurs libres. Marx et Engels ne sont jamais entrés dans les détails sur ce que pourrait être la vie politique après l'abolition de la domination de classe et la dissolution de l'Etat. Mais il y a une remarque importante d'Engels – jamais citée par les idéologues d'URSS – qui met clairement l'accent sur la liberté politique. Quand quelques socialistes utopiques essayèrent de mettre sur pied des communautés isolées pour en faire les germes d'une nouvelle société, Engels leur donna ce conseil : « *Prouvez-leur que vos communautés ne soumettront pas l'humanité à un quelconque "despotisme de fer"... Montrez-leur que la vraie liberté et la vraie égalité ne sont possibles que dans les conditions d'une communauté, montrez-leur que la* justice *a besoin de ces conditions – et alors ils seront tous de votre côté.* »[25]
Enfin, il vaut la peine de signaler une omission significative de Marx et Engels : il n'est fait nulle part mention dans leurs écrits, pas même de façon sous-entendue, de l'existence d'un parti politique dans la future société sans classe, sans même parler d'un parti qui jouerait un rôle de direction. La société sans classe, pour Marx et Engels, est une société sans exploitation ni oppression, sans classe sociale, sans Etat, et sans parti.
[…]

Marx et Engels partaient de la thèse selon laquelle, avec le développement progressif du capitalisme, la classe travailleuse formerait la classe la plus nombreuse de la société et finalement la majorité de la population. Le mouvement de classe des travailleurs, en tant que mouvement de la majorité dans l'intérêt de la majorité, en se libérant lui-même, libérerait la société dans son ensemble de l'oppression et de l'exploitation. […]
La révolution sociale ne serait possible que par une victoire simultanée dans plusieurs pays économiquement développés. […]
La révolution sociale mènerait au pouvoir de la classe travailleuse (dictature du prolétariat), par la destruction du pouvoir de la bureaucratie, de l'armée, et de la police, et leur remplacement par des organes élus au scrutin universel secret, exerçant les pouvoirs législatif et exécutif. Les cadres administratifs et les officiels de la vie publique recevraient une rémunération n'excédant pas celle des travailleurs, et ils seraient révocables par leurs électeurs à tout moment.
La dictature du prolétariat pourrait, pendant une courte période transitoire, effectuer les mesures nécessaires pour la transformation de la société, incluant le transfert des principaux moyens de production à la propriété de la société – une compensation pour leurs propriétaires précédents étant souhaitable mais non obligatoire. Par suite de cette transformation, la société communiste sans classe sociale apparaîtrait, caractérisée par les éléments suivants : 1) propriété sociale des moyens de

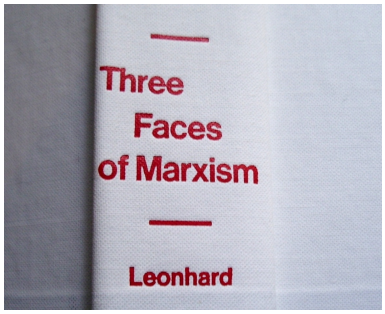
[23] « Reden über Polen », 29 novembre 1847. *Werke*, IV, p. 416.
[24] Karl Marx, *Manifeste communiste* (Karl Marx, *Philosophie*, Gallimard, 1994, p. 422).
[25] Friedrich Engels, article dans « The New Moral World », 4 novembre 1843. *Werke*, I, p. 487.

production sous la forme d'associations de producteurs libres, ou d'une union de coopératives ; 2) un développement planifié qui augmenterait l'abondance des coopératives, tant et si bien que la distribution de tous les produits serait possible pour toutes les demandes des individus (« à chacun selon ses besoins ») ; 3) l'élimination de toute domination de classe et de toute distinction de classe, aboutissant à l'abolition du pouvoir d'Etat et à l'émergence d'une société sans Etat ni classe sociale ; 4) l'élimination du contraste entre la ville et la campagne ; 5) l'abolition de l'asservissante division du travail, et l'opportunité d'un plein développement sans obstacle pour le potentiel physique et mental de chaque personne, de façon que la personnalité de chacun puisse s'épanouir pleinement ; 6) l'élimination des conflits nationaux, et la réalisation de la paix et de l'amitié entre les nations.
[…]

Marx et Engels, cependant, étaient loin de considérer leurs opinions et théories comme une doctrine politique infaillible. « *Je ne tiens nullement à ce que nous arborions un drapeau dogmatique, bien au contraire* », écrivait Marx. Ce qui importait étant de se lier aux luttes réelles et de s'identifier à elles. « *Nous ne nous présentons pas alors au monde en doctrinaires armés d'un nouveau principe : voici la vérité, agenouille-toi !* »[26] Engels partageait cette opinion : « *Le communisme n'est pas une doctrine mais un mouvement ; il ne part pas des principes mais des faits.* »[27] Marx et Engels gardèrent cette même opinion toute leur vie : « *Notre théorie n'est pas un dogme mais l'exposition d'un processus en évolution, et ce processus implique des phases successives.* »[28] Le rejet de toute forme de dogmatisme était également enraciné dans leurs attitudes personnelles. En réponse à une question au milieu des années 1860, Marx déclara que sa devise préférée était : *De omnibus dubitandum* (Il faut douter de tout)[29].
A partir des années 1870, Marx et Engels craignirent de plus en plus que certains de leurs partisans, qui se proclamaient bruyamment « marxistes », puissent falsifier le concept de base du socialisme scientifique et le transformer en dogme. A la fin des années 1870, Marx s'est dissocié de tels « marxistes » par sa célèbre réplique : « *Tout ce que je sais, c'est que moi, je ne suis pas marxiste* ». Ce n'était pas, comme on le présume parfois, une remarque fortuite, mais une affirmation fréquemment répétée par Marx[30], expression de ses appréhensions croissantes concernant les « marxistes » qui apparaissaient à cette époque. Engels, également, était gêné par ces partisans. Ainsi il a critiqué certains qui essayaient « *de faire d'une théorie importée et pas toujours comprise une sorte de dogme nécessaire, en se tenant à l'écart de tout mouvement qui n'accepterait pas ce dogme.* »[31] Beaucoup de ces « marxistes » étaient « *des gens dont l'incompétence n'a d'égale que leur arrogance.* »[32]
Engels était particulièrement inquiet de possibles futures mauvaises interprétations des concepts fondamentaux de Marx. Après la mort de Marx, Engels craignait que « *tout le monde ne présume d'après... plutôt que ne lise correctement* »[33] les manuscrits laissés par Marx. Engels, par conséquent, demandait avec insistance « *d'étudier cette théorie dans ses sources originales et non de deuxième main* », étant donné qu'il arrivait « *bien trop souvent que des gens croient qu'ils ont entièrement compris une théorie et peuvent l'appliquer sans plus de précaution dès qu'ils ont assimilé ses principaux principes, et encore pas toujours correctement. Et je dois adresser ce reproche à*

[26] Karl Marx, lettre à Arnold Ruge, *Deutsch-Französische Jahrbücher* (Annales franco-allemandes), Karl Marx, *Œuvres tome III : Philosophie,* Pléiade, pp. 343 et 345.
[27] Friedrich Engels, « Die Kommunisten und Karl Heinzen », *Deutsche Brüsseler-Zeitung*, 7 octobre 1847. *Werke*, IV, p. 321.
[28] Friedrich Engels, lettre à Florence Kelley Wischnewetsky, 28 décembre 1886. *Selected Correspondence* (New York), p. 453.
[29] Karl Marx, *Bekenntnisse*. *Werke*, XXXI, p. 597.
[30] Voir les références dans les lettres d'Engels à Bernstein du 2-3 novembre 1882 (*Werke*, XXXIII, p. 388) et à Paul Lafargue du 27 août 1890 (*Werke*, XXXVII, p. 450), ainsi que sa réponse à la *Sächsische Arbeiter-Zeitung* du 13 septembre 1890 (*Werke*, XXII, p. 69).
[31] Friedrich Engels, lettre à Florence Kelley Wischnewetsky, 28 décembre 1886.
[32] Friedrich Engels, lettre à Paul Lafargue, 27 août 1890.
[33] Friedrich Engels, lettre à Conrad Schmidt, 12 avril 1890.

beaucoup des plus récents "marxistes", car les absurdités les plus étonnantes ont été produites aussi depuis ce milieu. »[34]
Prophétiquement, encore empli de scepticisme, Engels écrivait le 15 mars 1883, deux jours après la mort de Marx : « *Les hommes de clocher et les petits talents, voire les charlatans, vont avoir le champ libre. La victoire finale est certaine, mais les déviations, les erreurs temporaires et locales – qui même maintenant sont inévitables – se multiplieront en abondance.* »[35]
Les sombres pressentiments de Marx et d'Engels vers la fin de leurs vies n'étaient que trop justifiés – à vrai dire, ils ont été largement surpassés par la réalité des événements ultérieurs. »[36]



* * *

« la vanité du chauvinisme national est un conseiller lamentable »
(Friedrich Engels)

Critique Sociale n° 9, février 2010

Bulletin d'informations et d'analyses pour la conquête de la démocratie et de l'égalité

Notre but est de contribuer à l'information et à l'analyse concernant les luttes sociales et les mouvements révolutionnaires dans le monde. Nous nous inspirons du « marxisme », en particulier du « luxemburgisme », certainement pas comme des dogmes (qu'ils ne sont en réalité nullement), mais comme des outils contribuant au libre exercice de l'esprit critique, à l'analyse de la société, et à la compréhension de sa nécessaire transformation par l'immense majorité. Nous combattons le capitalisme et toutes les formes d'oppression (sociales, politiques, économiques, de genre). Nous militons pour que « l'émancipation des travailleurs soit l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », pour une société démocratique, libre, égalitaire et solidaire : une société socialiste, au véritable sens du terme.

www.critique-sociale.info contact@critique-sociale.info
Pour recevoir *Critique Sociale*, envoyez un mail à : critiquesociale-subscribe@yahoogroupes.fr

Démocratie - Liberté - Egalité - Solidarité / Democracy - Freedom - Equality - Solidarity / Democracia - Libertad - Igualdad - Solidaridad / Demokratie - Freiheit - Gleichheit - Solidarität / Democrazia - Libertà - Uguaglianza - Solidarietà / Demokrácia - Szabadság - Egyenlõség - Osszetartás

[34] Friedrich Engels, lettre à Joseph Bloch, 21 septembre 1890. *Selected Correspondence* (New York), p. 477.
[35] Friedrich Engels, lettre à Friedrich Adolph Sorge, 15 mars 1883. *Ibid.*, p. 413.
[36] Wolfgang Leonhard, *Three Faces of Marxism* [*Die Dreispaltung des Marxismus*], Holt, Rinehart & Winston (New-York), 1974, pp. 26 à 45. Wolfgang Leonhard ajoute dans sa conclusion qu'« il y a des différences claires et évidentes entre le marxisme et le léninisme, et entre le léninisme et le stalinisme », ce dernier n'étant qu'« une idéologie pour la justification d'un système dictatorial bureaucratique et centralisé. » (*Idem*, pp. 355 et 358).